

La Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU interpelle la France sur la discrimination de minorités et les violences policières

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 5 heures



Michelle Bachelet tenait une conférence de presse au siège européen des Nations unies à Genève. DENIS BALIBOUSE / REUTERS

Les autorités françaises doivent veiller à ne pas «*violier les droits de l'homme de tout un groupe*» dont certains ont commis des actes répréhensibles, a prévenu mercredi 9 décembre la Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet.

Interrogée spécifiquement sur la France, et en particulier sur la loi de sécurité globale et les violences policières, pendant une conférence de presse, Bachelet a dressé une liste de sujets d'inquiétude et de recommandations aux autorités françaises.

«Nous exhortons les autorités françaises à éviter de prendre des mesures qui résultent dans la stigmatisation de groupes entiers et nous les exhortons à prendre activement des mesures pour que des groupes ne soient pas stigmatisés ou ne voient pas leurs droits de l'homme violés parce que certains individus ont fait des choses qu'il ne fallait pas faire», a déclaré Bachelet. La Haut-commissaire a rappelé qu'en termes de violences policières, elle avait déjà fait part de ses inquiétudes durant les manifestations du mouvement de protestation des *«gilets jaunes»*, lancé fin 2018 en France, et elle *«encourage les autorités à mener des enquêtes rapides, complètes, indépendantes, impartiales et transparentes pour toute violation des droits de l'homme»*.

Elle a aussi rappelé qu'elle s'est déjà inquiétée depuis longtemps *«du racisme et des contrôles aux faciès des forces de l'ordre qui doivent être traitées urgemment»*, selon elle, soulignant que *«nous voyons cela dans de nombreux pays à travers le monde»*. Ces dérives *«risquent d'entamer un peu plus le lien de confiance entre la police et la population, en particulier les minorités raciales et ethniques»*, a-t-elle insisté.

«J'exhorte la France, comme je le fais pour beaucoup d'autres pays, à examiner sérieusement ses méthodes de maintien de l'ordre et à éliminer les pratiques discriminatoires et les biais envers certains groupes», a-t-elle ajouté. La conférence de presse de Bachelet faisait suite à son discours sur les perspectives des droits humains dans le monde, dans lequel elle a mené un véritable réquisitoire contre la manière dont les autorités dans le monde entier ont mené la lutte contre la pandémie, sacrifiant souvent les droits humains.